

UNION DEPARTEMENTALE
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
38, Boulevard Poirier
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

-:-:-:-

U.D.A.F. DES ARDENNES
RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE 2022
(Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022)

Présenté par la SARL AA. COM. AUX COMPTES
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de REIMS

17, Rue Mme de Sévigné
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

SARL AA. COM. AUX COMPTES
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de REMS

17, Rue Mme de Sévigné
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

Tél : 03.24.33.63.50

U.D.A.F. DES ARDENNES

38 Boulevard Poirier
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

-:-:-:-:-

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **U.D.A.F. DES ARDENNES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

01

2

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image idèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels

04

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie enfin la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charleville-Mézières

Le 30 mai 2023

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

DAMIEN MAGNY



UDAF COMPTES ANNUELS

31/12/2022

BILAN
UDAF des Ardennes

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	8 580.00	8 580.00		
Autres immobilisations incorporelles	12 176.10	11 837.59	338.51	1 080.12
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
Terrains	103 658.78		103 658.78	103 658.78
Constructions	1 917 615.61	1 174 092.87	743 522.74	800 123.04
Installations techniques, matériel et outillage	9 433.08	4 562.56	4 870.52	490.82
Autres immobilisations corporelles	348 846.08	257 482.07	91 364.01	34 739.31
Immobilisations corporelles en cours	3 672.00		3 672.00	3 672.00
Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	105 746.06		105 746.06	105 746.06
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	201 539.40		201 539.40	191 404.78
TOTAL 1	2 711 267.11	1 456 555.09	1 254 712.02	1 240 914.91
Comptes de liaison	210 013.71		210 013.71	210 013.71
TOTAL 2	210 013.71		210 013.71	210 013.71
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	Comptes annexés au rapport SARL AA.COM. AUX COMPTES			
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Autres stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes	68 199.53		68 199.53	68 175.29
Créances				
Créances redevables et comptes rattachés	257 542.00	1 381.90	256 160.10	241 223.52
Autres créances	201 083.20		201 083.20	137 140.30
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 227 815.70		5 227 815.70	4 777 851.08
Charges constatées d'avance	67 509.79		67 509.79	83 422.73
TOTAL 3	5 822 150.22	1 381.90	5 820 768.32	5 307 812.92
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL GENERAL	8 743 431.04	1 457 936.99	7 285 494.05	6 758 741.54

BILAN
UDAF des Ardennes

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres		
Capital		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres statutaires		
*Dons et legs		
*Subventions d'investissement		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	187 707.16	187 707.16
Réserve de compensation	1 081 229.14	839 216.57
Réserve de compensation des charges d'amortissement		
Réserves pour projet de l'entité		
Réserves statutaires ou contractuelles	26 037.53	
Réserves sous gestion contrôlée		
Réserve de couverture du BFR		
Autres	10 038.28	36 075.81
Report à nouveau		
Report à nouveau sous gestion non contrôlée	606 723.83	564 008.88
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposa		
Report à nouveau sous gestion contrôlée	536 741.53	436 371.35
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		
Excédent ou déficit de l'exercice	693 937.52	385 097.69
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Immobilisations grevées de droits		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Subventions d'investissement	3 984.37	5 976.54
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Provisions réglementées relatives aux immobilisations	35 000.00	35 000.00
Réserves des plus-values nettes d'actif	119 492.01	115 938.82
Immobilisations grevées de droits		
Autres provisions réglementées		
TOTAL 1	3 656 093.73	2 960 595.18
Comptes de liaison		
	210 013.71	210 013.71
TOTAL 2	210 013.71	210 013.71
Provisions		
Provisions pour risques	325 712.65	212 315.00
Provisions pour charges	612 956.78	596 242.42
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	949 876.94	1 036 343.01
Fonds dédiés		
TOTAL 3	1 888 546.37	1 844 900.43

BILAN
UDAF des Ardennes

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	470 080.01	537 068.75
Emprunts et dettes financières divers	11 264.71	7 538.00
Dépôts et cautionnements reçus	11 264.71	7 538.00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	319.98	99 855.55
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	212 467.78	196 593.70
Dettes sociales et fiscales	630 822.93	508 572.60
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	38 345.77	180 339.85
Produits constatés d'avance	167 539.06	213 263.77
TOTAL 4	1 530 840.24	1 743 232.22
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL GENERAL	7 285 494.05	6 758 741.54

Comptes annexés au rapport
SARLAA.COM. AUX COMPTES

COMPTE DE RESULTAT
UDAF des Ardennes

	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 664.50	1 788.00
Ventes de marchandises		
Ventes de Biens et Services		
Ventes de Biens		
Montant net du chiffre d'affaires	1 664.50	1 788.00
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	608 910.96	519 819.92
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 350 643.36	4 949 914.41
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	20 235.47	44 371.12
Mécénats		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	54 120.32	23 024.48
Autres produits	74 687.21	16.77
Utilisation des fonds dédiés	128 600.00	158 781.00
Total 1	6 238 861.82	5 697 715.70
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock de matières premières et fournitures		
Achats d'autres approvisionnements	361.44	
Variation de stock d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes	1 122 719.77	1 054 590.11
Aides financières	15 648.00	17 555.44
Impôts, taxes et versements assimilés	361 333.35	314 316.75
Salaires et traitements	2 755 406.57	2 536 625.33
Charges sociales	963 509.14	1 019 470.79
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	78 470.36	90 659.17
Dotations aux provisions	167 358.26	134 262.16
Reports en fonds dédiés	49 852.68	126 206.67
Autres charges	15 365.29	3 837.40
Total 2	5 530 024.86	5 297 523.82
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	708 836.96	400 191.88
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 620.04	1 374.45
Autres intérêts et produits assimilés	4 593.50	3 243.66
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total 5	6 213.54	4 618.11
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 551.70	4 033.71
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total 6	3 551.70	4 033.71
2. RESULTAT FINANCIER (5-6)	2 661.84	584.40
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1-2+3-4+5-6)		

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

COMPTE DE RESULTAT
UDAF des Ardennes

	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opération de gestion	587.80	224.00
Produits exceptionnels sur opération de capital	6 128.66	103 617.76
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total 7	6 716.46	103 841.76
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	19 448.83	19 896.91
Charges exceptionnelles sur opération de capital	202.52	96 323.03
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 553.19	2 414.26
Total 8	23 204.54	118 634.20
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	-16 488.08	-14 792.44
Participation des salariés aux résultats (9)		
Impôts sur les bénéfices (10)	1 073.20	886.14
PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	7 385.86	5 990.41
Total A	7 385.86	5 990.41
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	7 385.86	5 990.41
Total B	7 385.86	5 990.41
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)	6 251 791.82	5 806 175.57
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)	5 557 854.30	5 421 077.87
EXCEDENT OU DEFICIT	693 937.52	385 097.70

Comptes annexés au rapport
CARL AA.COM. AUX COMPTES

UDAF des Ardennes

ANNEXE aux COMPTES ANNUELS au 31/12/2022

A. OBJET SOCIAL et ACTIVITES DE L'UDAF

L'UDAF est une association constituée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, sous réserve des dérogations résultant du code de l'action sociale et des familles.

L'agrément prévu à l'article L. 211-7 du code de l'action sociale et des familles confère à l'UDAF la jouissance de plein droit de la capacité juridique des associations reconnues comme établissement d'utilité publique, ainsi que des divers avantages fiscaux accordés aux établissements d'utilité publique ayant pour objet l'assistance et la bienfaisance.

Elle peut posséder tous biens meubles ou immeubles utiles au fonctionnement de ses services, œuvres ou institutions.

*Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES*

1. Objet social

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

6° de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;

7° d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

2. Activités et services

L'UDAF des Ardennes gère d'une part des **services et activités en « gestion libre »** :

- Mission institutionnelle
- Action familiale : Point accueil et écoute jeunes (PAEJ), soutien à la parentalité, Médiation Familiale, Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF)
- ISBF/PCB - Information, conseil et accompagnement budgétaire
- Logement et accompagnement social : « D'abord un toit pour pouvoir vivre », Intermédiation locative, Accompagnement vers et dans le logement, Accompagnement social et budgétaire Action Logement, Gestion de places d'urgence,
- MASP – Mesures d'accompagnement social personnalisé
- Maison Relais

et d'autre part deux **services relevant de la réglementation ESMS, sous « gestion contrôlée »** :

- Délégué aux Prestations familiales,
- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.

Le résultat comptable de l'association est unique et constitué du cumul des résultats des différents services.

Les deux services en gestion contrôlée sont néanmoins soumis à des règles spécifiques d'affectation du résultat de l'exercice puisque les autorités administratives de tarification disposent du pouvoir de réformer le résultat comptable arrêté par l'association et de décider de son affectation définitive par avis rendu au plus tard lors de la fixation du budget N+2.

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

B. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Evènements marquants de l'exercice

L'autorité de tarification ayant accepté et réévalué notre autorisation budgétaire pour le service MJPM au regard de nos indicateurs, les budgets autorisés ont permis la structuration d'un pôle protection des personnes. L'année 2022 a ainsi été marquée par la création de nouveaux postes :

- 1 directeur de pôle protection des personnes
- 1 assistante de direction
- 2 responsables d'unités supplémentaires
- ½ secrétariat / assistant tutélaire
- 1 délégué MJPM

Les recrutements ont néanmoins été réalisés en cours d'année, et les prises de fonctions sont pour partie intervenues après la clôture.

Par ailleurs, tous services confondus, il est à noter que, compte tenu des difficultés de recrutement rencontrées, des absences n'ont pu être remplacées et des postes vacants n'ont pu être pourvus.

Le projet de réorganisation structurelle et fonctionnelle du service n'a pu, de fait, être finalisé.

Face aux évènements géopolitiques la France a mis en place des moyens permettant l'accueil des familles ukrainiennes arrivant sur son territoire. Dans ce cadre, l'UDAF a été sollicitée et financée en qualité d'association du dispositif AHI pour la mise en place et le fonctionnement d'un dispositif d'accueil temporaire de 23 places d'hébergement et d'accompagnement, dans l'attente d'un logement ou solution d'hébergement pérenne. L'UDAF a par ailleurs proposé un dispositif d'accompagnement des déplacés ukrainiens en hébergement citoyen.

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

2. Evènements postérieurs à la clôture

L'UDAF s'est vue notifiée par mail du 16.05.2023, un arrêté de tarification modificatif du service MJPM actant une dotation rétroactive sur 6 mois au titre de l'exercice 2022 de 53 386.78 €.

C. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Principes et méthode générale

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles générales applicables et dans le respect des règles de prudence.

Les conventions générales comptables ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour les éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application :

- Du règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- Du code de l'action sociale et des familles (CASF), pour des provisions réglementées constatées dans les services relevant de l'article L.312-1 du CASF.
- Règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020 ;
- Règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2. Changement de méthode d'évaluation

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées depuis le dernier exercice.

3. Changement de méthode de présentation

Les méthodes de présentation des comptes n'ont pas été modifiées depuis le dernier exercice.

4. Contributions volontaires en nature

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les contributions volontaires en nature sont de trois types :

- Contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes)
- Contributions en biens (dons en nature redistribués ou consommés en l'état)
- Contributions en services (mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services) :

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. Le temps valorisé est le temps passé par des administrateurs, des représentants familiaux, à l'exclusion des temps statutaires. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole. Ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par le Président de l'UDAF et par le bénévole concerné. Un exemplaire par bénévole est conservé à l'UDAF.

Le nombre d'heures de travail effectué par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2022 est de : 473.22 heures.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 01/01/2022, soit : 10,57 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé en moyenne sur l'exercice : 47.66%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2021 est de : 7 386 €.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat. Il concerne la mission institutionnelle de l'UDAF, à l'exclusion des services gérés.

D. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS INSCRITES AU BILAN

1. Comptes de liaison

SERVICES CONCERNES	ACTIF DU BILAN DU SERVICE						TOTAL ACTIF		PASSIF DU BILAN DU SERVICE						TOTAL PASSIF	
	Investissements		Exploitation		Trésorerie		N-1	N	Investissements		Exploitation		Trésorerie		N-1	N
	N-1	N	N-1	N	N-1	N			N-1	N	N-1	N	N-1	N		
Délégué aux Prestations Familiales							-	-	73 814	73 814					73 814	73 814
Logement / Accompagnement							-	-							-	-
Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs							-	-	136 199	136 199					136 199	136 199
Maison Relais							-	-							-	-
Institution Familiale	210 013	210 013					210 013	210 013							-	-
TOTAL	210 013	210 013	-	-	-	-	210 013	210 013	210 013	210 013	-	-	-	-	210 013	210 013

2. Informations relatives à l'actif immobilisé

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Situations et Mouvements Rubriques		A	B	C	D
		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles		20 756,10	2 925,00	2 925,00	20 756,10
201	Frais d'établissement / d'évaluation	8 580,00			8 580,00
205	Licences, Logiciels	12 176,10	2 925,00	2 925,00	12 176,10
Immobilisations corporelles		2 343 392,55	77 839,30	38 006,30	2 383 225,55
211	Terrains	103 658,78			103 658,78
2131	Constructions sur sol propre	1 855 801,32			1 855 801,32
2135	Installations générales, agencements de constructions	61 083,53			61 083,53
214	Constructions sur sol d'autrui	730,76			730,76
215	Installations techniques, matériels et outillages	10 278,54	4 886,40	5 731,86	9 433,08
218	Autres immobilisations corporelles	308 167,62	72 952,90	32 274,44	348 846,08
	dont : Matériel de transport	14 195,56			14 195,56
	Matériel de bureau	11 183,17			11 183,17
	Matériel informatique	86 919,49	36 966,00	25 430,98	98 454,51
	Mobilier et équipements	174 324,24	35 986,90	6 843,46	203 467,68
	Aménagements divers	21 545,16			21 545,16
231	Immobilisation corporelle en cours	3 672,00			3 672,00
Immobilisations financières		297 150,84	21 939,88	11 805,26	307 285,46
TOTAL		2 661 299,49	102 704,18	52 736,56	2 711 267,11

Développement de la colonne B

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			2 925,00		
Immobilisations corporelles			77 839,30		
Immobilisations financières			21 939,88		
TOTAL	-	-	102 704,18	-	-

Développement de la colonne C

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					2 925,00
Immobilisations corporelles					32 274,44
Immobilisations financières			11 805,26		
TOTAL	-	-	11 805,26	-	35 199,44

VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

Situations et Mouvements		A	B	C	
		Amortissements cumulés au 31 décembre N-1	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions résultant de sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre N
Rubriques					
Amortissements des immobilisations incorporelles		19 675,98	3 666,61	2 925,00	20 417,59
28013	Frais d'évaluation	8 580,00			8 580,00
2808	Autres immobilisations incorporelles	11 095,98	3 666,61	2 925,00	11 837,59
Amortissements des immobilisations corporelles		1 400 708,60	73 421,85	37 992,95	1 436 137,50
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains,	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	1 116 761,81	56 600,30	-	1 173 362,11
2814	Constructions sur sol d'autrui	730,76			730,76
2815	Installations techniques, matériel et outillage	9 787,72	508,70	5 731,86	4 562,56
2818	Autres immobilisations corporelles	273 428,31	16 314,85	32 261,09	257 482,07
	dont : Matériel de transport	5 857,12	2 839,11		8 696,23
	Matériel de bureau	11 183,17			11 183,17
	Matériel informatique	74 962,75	9 612,66	25 417,83	59 157,58
	Mobilier et équipements	159 880,11	3 663,08	6 843,46	156 899,73
	Aménagements divers	21 545,16			21 545,16
TOTAL		1 420 384,58	77 088,46	40 917,95	1 456 555,09

3. Informations relatives aux fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

Situations et Mouvements		A	B	B	D	E
Rubriques		Montant au 31 décembre N-1	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution	Montant au 31 décembre N
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE						
10218	Subvention d'investissement (reclassement 110 RAN)	-	-	-	-	-
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE						
ECARTS DE REEVALUATION						
		355 202,36		-	-	355 202,36
RESERVES						
		1 062 999,54	-	242 012,57	-	1 305 012,11
Activités ESMS (gestion contrôlée)						
		1 026 923,73	-	242 012,57	-	1 268 936,30
106852	Excédents et réserves affectés à l'investissement (reclassement du compte 10682)	187 707,16				187 707,16
106856	Réserve de compensation des déficits (reclassement du compte 10686)	839 216,57		242 012,57		1 081 229,14
Hors activités ESMS (gestion libre)						
		36 075,81	-	-	-	36 075,81
10630	Réserve 1% construction	26 037,53				26 037,53
10688	Réserves diverses	10 038,28				10 038,28
REPORTS A NOUVEAU						
		1 000 380,23	385 097,70	-	242 012,57	1 143 465,36
Hors activités ESMS (gestion libre)						
		564 008,88	42 714,95	-	-	606 723,83
110/119	A nouveau	571 883,11	53 421,80			625 314,91
119	A nouveau débiteur	78 731,10	10 706,85			89 437,95
	Reclassement (exercice 2020) compte 1026	70 846,87				70 846,87
Activités ESMS (gestion contrôlée)						
		436 371,35	342 382,75	-	242 012,57	536 741,53
11502	RAN effectué en application du 1° du I de l'article R.314-51 au CASF (reclassement)	377 866,17	342 382,75	6 146,70	242 012,57	484 383,05
11503	RAN affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les chif	127 844,88				127 844,88
115922	RAN Dépenses pour congés payés (reclassement 1162)	-	69 339,40	-	6 146,70	-
EXCEDENTS OU DEFICITS DE L'EXERCICE						
		385 097,70	-	385 097,70	693 937,52	-
Hors activités ESMS (gestion libre)						
		42 714,95	-	42 714,95	75 467,97	-
1201	Excédent de l'exercice	42 714,95	-	42 714,95	75 467,97	-
1291	Insuffisance de l'exercice					-
Activités ESMS (gestion contrôlée)						
		342 382,75	-	342 382,75	618 469,55	-
1202	Excédent de l'exercice	342 382,75	-	342 382,75	618 469,55	-
1292	Insuffisance de l'exercice					-
SITUATION NETTE						
		2 803 679,83	-	935 950,09	242 012,57	3 497 617,35
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES						
			3,40			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						
		5 976,54		1 992,17	-	3 984,37
131	Subvention d'investissement	9 960,88				9 960,88
139	Quote-Part de subvention affectée au résultat	-	3 984,34	-	1 992,17	-
PROVISIONS REGLEMENTEES						
		150 938,82		3 553,19	-	154 492,01
141	destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-				-
142	pour renouvellement des immobilisations	35 000,00				35 000,00
144	relatives aux autres éléments d'actif	-				-
145	Amortissements dérogatoires	-				-
146	spéciale de réévaluation	-				-
147	Plus-values réinvesties	-				-
148	Autres provisions réglementées	115 938,82		3 553,19	-	119 492,01
14861	dt réserves des plus values nettes d'actif immobilisé					
14862	dt réserves des plus values nettes d'actif circulant	115 938,82		3 553,19	-	119 492,01

FONDS PROPRES ECARTS DE REEVALUATION

L'immeuble hébergeant le siège social avait fait l'objet d'une réévaluation en 2000. Les fonds associatifs sans droit de reprise comprennent l'écart de réévaluation correspondant pour 355 202 €.

Rubriques \ Services		MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	ISBF	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
102	Fonds propres (reclassement 1026 au compte 110)									-
105	Ecart de réévaluation			355 202,36						355 202,36
		-	-	355 202,36	-	-	-	-	-	355 202,36

RESERVES

Rubriques \ Services		MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	ISBF	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
Réserves sous gestion contrôlée		1 095 481,18	173 455,12	-	-	-	-	-	-	1 268 936,30
106852	Excédents et réserves affectés à l'investissement (reclassement du compte 10682)	165 568,49	22 138,67							187 707,16
106856	Réserve de compensation des déficits (reclassement du compte 10686)	929 912,69	151 316,45							1 081 229,14
Réserves gestion libre		-	-	36 075,81	-	-	-	-	-	36 075,81
10630	Réserve 1% construction			25 037,53						25 037,53
10698	Réserves diverses			10 038,28						10 038,28
TOTAL Réserves sous gestion contrôlée		1 095 481,18	173 455,12	36 075,81	-	-	-	-	-	1 305 012,11

REPORTS A NOUVEAU

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

Le report à nouveau global s'élève à de 1 143 735.36 € :

Rubriques \ Services		MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	ISBF	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
Report à nouveau sous gestion libre		-	-	362 800,29	- 1 257,39	56 572,50	210 510,60	- 47 396,56	25 764,39	606 993,83
110/119	A nouveau			353 234,48	- 36 034,45	39 149,49	218 719,95	- 28 903,13	17 842,55	584 008,88
	Affectation résultat 2021			9 565,81	34 777,07	17 423,01	- 8 209,35	- 18 493,43	7 921,84	42 984,95
Report à nouveau sous gestion contrôlée		415 949,09	120 792,44	-	-	-	-	-	-	536 741,53
11502	RAN affecté en application du 1° du I de l'article R.314-51 au CASF (reclassement du compte 1151)	368 898,18	115 484,87							484 383,05
11503	RAN affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté	125 459,71	2 384,87							127 844,58
115922	RAN Dépenses pour congés payés (reclassement 1152)	- 78 408,80	2 922,70							- 75 486,10
TOTAL Reports à nouveau		415 949,09	120 792,44	362 800,29	- 1 257,39	56 572,50	210 510,60	- 47 396,56	25 764,39	1 143 735,36

RESULTATS

Le résultat comptable de l'exercice soit un excédent de 693 937.52 € se décompose comme suit :

Rubriques \ Services		MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	ISBF	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais	UDAF
Résultat en gestion libre		-	-	83 935,83	18 549,45	- 2 208,89	- 5 565,65	-15 688,58	- 3 554,19	75 467,97
1201	Excédent de l'exercice			83 935,83	18 549,45					102 485,28
1291	Insuffisance de l'exercice					- 2 208,89	- 5 565,65	-15 688,58	- 3 554,19	- 27 017,31
Résultat sous gestion contrôlée		606 801,21	11 668,34	-	-	-	-	-	-	618 469,55
1202	Excédent de l'exercice	606 801,21	11 668,34							618 469,55
1292	Insuffisance de l'exercice									
TOTAL Résultat		606 801,21	11 668,34	83 935,83	18 549,45	- 2 208,89	- 5 565,65	-15 688,58	- 3 554,19	693 937,52

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

La subvention investissement concerne l'activité Médiation Familiale.

Services		MJPM	DPF	Institution Familiale	Action familiale	ISBF	Logement Accomp. Social	MASP	Maison Relais
131	Subvention d'investissement				9 960,86				
139	Quote-Part de subvention affectée au résultat				5 978,51				
TOTAL Subventions d'investissement		-	-	-	3 994,37	-	-	-	-

4. Informations relatives aux provisions et fonds dédiés

VARIATIONS DES PROVISIONS ET FONDS DEDIES

Situations et Mouvements		A	B	C	D
Rubriques		Montant au 31 décembre N-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre N
Provisions pour risques et charges		808 557,42	138 562,01	8 450,00	938 669,43
151	Provisions pour risques	212 315,00	113 397,65		325 712,65
153	Provisions pour pensions et obligations similaires	567 792,42	25 164,36		592 956,78
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-			-
158	Autres provisions pour charges	28 450,00		8 450,00	20 000,00
Dépréciations		-	1 381,90	-	1 381,90
29	Dépréciation des immobilisations	-			-
39	Dépréciation des stocks et encours	-			-
49	Dépréciation des comptes de tiers	-	1 381,90		1 381,90
59	Dépréciation des comptes financiers	-			-
Fonds dédiés		1 036 343,01	49 852,68	128 600,00	957 595,69
192	sur contributions financières des autorités de tarification des ESM	176 697,00			176 697,00
194	sur subventions de fonctionnement	859 646,01	49 852,68	128 600,00	780 898,69
196	sur dons manuels affectés	-	-	-	-
197	sur legs et donations affectés	-	-	-	-
TOTAL PROVISIONS ET FONDS DEDIES		1 844 900,43	189 796,59	137 050,00	1 897 647,02

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour reversement de participation	31/12/2021	31/12/2022
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	102 940.00	102 940.00
Provision pour abondement correctif CPF	31/12/2021	31/12/2022
Service Délégué aux Prestations Familiales	924.00	924.00
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	49 311.60	49 311.60
Service Institution Familiale	1 026.90	1 026.90
Service Action familiale	236.10	236.10
Service ISBF / PCB	124.50	124.50
Service Logement / Accompagnement	8 010.60	8 010.60
Service MASP	3 196.20	3 196.20
Maisons Relais	3 170.10	3 170.10
Provisions pour dégradations logements	31/12/2021	31/12/2022
Service Logement	33 000.00	38 500.00
Provisions pour frais de remise en état véhicules	31/12/2021	31/12/2022
Service Délégué aux Prestations Familiales	758.00	758.00
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	5 942.00	5 942.00
Service Institution Familiale	0.00	0.00
Service Action familiale	400.00	400.00
Service ISBF / PCB	537.49	537.49
Service Logement / Accompagnement	2 212.52	2 212.52
Service MASP	472.50	472.50
Maisons Relais	52.49	52.49
Provisions pour indemnités de fin de carrière	31/12/2021	31/12/2022
Service Délégué aux Prestations Familiales	28 572.89	20 162.66
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	394 376.09	427 600.95
Service Institution Familiale	19 643.96	21 610.23
Service Action familiale	34 481.79	38 959.15
Service ISBF / PCB	14 925.39	16 622.36
Service Logement / Accompagnement	51 841.16	39 570.05
Service MASP	11 209.40	11 714.79
Maisons Relais	12 741.74	16 716.59
Autres provisions pour charges	31/12/2021	31/12/2022
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	8 450.00	0.00
Service Institution Familiale	20 000.00	20 000.00

FONDS DEDIES

Sur contributions financières des autorités de tarification	31/12/2021	31/12/2022
Service Délégué aux Prestations Familiales	52 000.00	52 000.00
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	327 332.34	327 332.34
Sur subventions	31/12/2021	31/12/2022
Service Action Familiale- Prévention violences intrafamiliales	17 905.00	2 905.00
Service Action Familiale - ISTF	66 165.00	66 165.00
Service Action Familiale – 1000 premiers jours	39 706.67	63 300.00
Service Action Familiale – SOS Bébés	12 500.00	25 000.00
Service ISBF / PCB	248 173.00	218 173.00
Service Logement – AIVS	18 505.00	18 505.00
Service Logement – IML	213 956.00	155 774.75
Service Logement – Un toit pour elles	17 700.00	0.00
Service Logement – Urgence	22 400.00	22 400.00
Service Logement – Accompagnement déplacés ukrainiens	0.00	6 040.00

5. Informations sur les échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances	Échéances
		à moins 1 an	à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	171 057.33	4 670.00	166 387.33
Prêts (1)			
Autres	30 482.07		30 482.07
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	256 160.10	256 160.10	
Autres	201 083.20	201 083.20	
Charges constatées d'avance	67 509.79	67 509.79	
TOTAL	726 292.49	529 423.09	196 869.40
(1) Prêts accordés en cours d'exercice.....	11 329.00		11 329.00
Prêts récupérés en cours d'exercice.....	8 672.19		

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances	Échéances	
		à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit	470 080.31	67 474.29	402 606.02	192 575.42
dont : - à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	470 080.31	67 474.29	402 606.02	192 575.42
Emprunts et dettes financières divers (2)	11 264.71	11 264.71		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	212 467.78	212 467.78		
Dettes fiscales et sociales	630 822.93	630 822.93		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	38 345.77	19 432.02	18 913.73	18 913,73
Produits constatés d'avance	167 539.06	152 539.06	15 000.00	
TOTAL	1 530 520.56	1 094 000.79	436 519.75	211 489.15
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice.....	0.00			
Emprunts remboursés en cours d'exercice.....	66 506.73			

'(2) Cautions versées par les résidents de la Maison Relais et du service Logement dans le cadre du dispositif d'intermédiation locative, à leur entrée dans le logement : 11 265 €

'(3) dont fonds des gérés pour autrui : 0 €

6. Dettes et suretés réelles données

TABLEAU DES EMPRUNTS EN COURS

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année N	Montant des intérêts de l'année N
					Capital	Intérêt		
La Banque Postale	11/09/2018	8	0,73%	400 967,46	240 892,14	4 273,68	50 022,54	1 591,38
CIC	06/02/2020	18	0,70%	320 000,00	296 176,61	16 589,13	16 966,20	1 960,32
TOTAL				720 967,46	537 068,75	20 862,81	66 988,74	3 551,70

L'emprunt La Banque Postale, d'un montant de 190 869.90 € au bilan au 31/12/2022, est garanti par des suretés immobilières :

- une inscription d'hypothèque conventionnelle en premier rang à hauteur de la somme principale de 400 967.46 €,
- une cession à titre gratuit des polices d'assurance souscrites sur le bien immobilier sis 10 rue du Dr Baudoin.

L'emprunt CIC, d'un montant restant dû au 31/12/2022 de 279 210.41 € est garanti par :

- un nantissement de compte bancaire rémunéré à hauteur de 160 000 €.

7. Montant des engagements financiers

DETTE PROVISIONNEE POUR CONGES PAYES

L'intégralité des congés payés acquis et restant dus ainsi que les charges sociales et fiscales y afférant ont été comptabilisées pour un montant global de 400 184 € répartis comme suit :

	31/12/2021	31/12/2022
Service Délégué aux Prestations Familiales	12 339.38	10 476.16
Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	251 052.24	294 863.12
Service Institution Familiale	9 998.14	7 115.25
Service Action Familiale	14 852.80	18 001.85
Service ISBF	7 622.34	8 370.80
Service Logement / Accompagnement	37 101.03	32 968.09
Service MASP	11 763.14	10 954.51
Maison relais	11 564.06	17 434.15

AUTRE ENGAGEMENT

En l'absence d'un accord pouvant entrer en vigueur faute de signature par une ou des organisations représentatives de salariés représentant au moins 30% des suffrages valablement exprimés en faveur des organisations représentatives, une recommandation patronale d'évolution de la valeur du point d'indice et du salaire minimum garanti à compter du 1^{er} juillet 2022 a été prise par NEXEM le 23.11.2022, laquelle a été agréée le 21.12.2022 (JO du 24.12.2022).

L'effet rétroactif sur 6 mois de ces revalorisations n'a pu être mis en œuvre et transcrit en paie avant le 31 décembre. Les rappels de salaire à verser dus ont néanmoins été comptabilisés pour un montant global de 53 450 €.

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1. Ventilation des produits d'exploitation par catégories d'activités

Service de l'institution		
	Mission institutionnelle	214 119 €
	Convention d'objectifs	41 735 €
Pôle Protection des personnes		
	Service Délégué aux Prestations Familiales	165 709 €
	Service Mandataire Judiciaire Protection des Majeurs	4 205 984 €
Action Familiale		
	Point Accueil et Ecoute Jeunes	76 590 €
	Service de Médiation Familiale	129 013 €
	ISTF - Information et soutien aux Tuteurs Familiales	51 034 €
	1000 Premiers jours de l'enfant	36 093 €
Logement / Accompagnement social et budgétaire		
	AVDL – Accompagnement vers et dans le logement	91 545 €
	Intermédiations locatives	262 665 €
	Hébergements d'urgence	67 362 €
	Accompagnement social & budgétaire « Action Logement »	43 804 €
	« Un toit pour pouvoir vivre »	367 456 €
	ISBF/PCB-Information, soutien, accompagnement...	
	...au budget familial	90 381 €
	Hébergement & accompagnement déplacés ukrainiens	85 299 €
	Accompagnement déplacés ukrainiens en hébgt citoyen	18 706 €
MASP - Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé		127 115 €
Maison relais		164 252 €
		<hr/>
		6 238 862 €

*Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES*

2. Précisions sur la nature, le montant et le traitement

DES PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER AU TITRE DE L'EXERCICE :

Créances redevables et comptes rattachés dont :

Service Logement	41 986 €	de versements de sous-locations IML
	2 442 €	de participations des hébergés « Un toit... »
	2 181 €	de participations des hébergés logements d'urgence
	7 770 €	de prestation de service Action Logement Services
	28 350 €	de prestations de service AVDL aux bailleurs sociaux
Service MASP	34 073 €	de prestation de service Conseil Départemental
PAEJ	18 003 €	de solde prestation de service CAF
Médiation Familiale	520 €	de participations familiales
	28 044 €	de prestation de service et subvention CAF
Maison Relais	5 668 €	de participations et loyers des résidents
Institution	26 746 €	de prestations et remboursements UNAF
Service MJPM	57 391 €	de participations des majeurs à percevoir

Autres créances dont :

Service Logement	22 550 €	sur Conseil Départemental (20% des subventions)
	62 350 €	sur l'Etat (FNAVDL 2022-2023)
	33 519 €	sur SIAO (solde 2022 hébergé déplacés ukrainiens)
ISBF / PCB	60 000 €	sur l'Etat (QP 2023 à 2024 PCB)
Institution Familiale	15 918 €	sur l'UNAF (solde de Fonds Spécial)

Autres dettes dont :

Institution Familiale	13 886 €	de reversement des 10% du Fonds Spécial
-----------------------	----------	---

DES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE :**Produits sur exercices antérieurs**

Prestation de service MSA 2021 (Médiation familiale)	5 401 €
Régularisation sur T4.2021 prestation de service MASP	716 €
Régularisation charges locatives (service logement)	6 124 €
Régularisation charges locatives (Maison Relais)	1 070 €
Versements CARPA remboursement frais d'instance	4 000 €
Remboursement frais UNAF et UDAF 62	1 072 €
Divers	618 €

Charges sur exercices antérieurs

Régularisation charges locatives (service logement)	3 099 €
Régularisation charges locatives (maison relais)	921 €
Régularisation charges fluides bâtiments	3 419 €
Régularisation 2020 contrat maintenance copieurs	1 983 €
Régularisations diverses	329 €

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

DES PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DES CHARGES EXCEPTIONNELLES**Produits exceptionnels**

Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (service Médiation Familiale)	1 992 €
---	---------

Charges exceptionnelles

Reversement fonds convention objectifs 2016-2021	3 258 €
Créances irrécouvrables (service logement)	8 799 €
Créances irrécouvrables (service MJPM)	7 240 €
Créances irrécouvrables (Maison Relais)	151 €

DES TRANSFERTS DE CHARGES**D'exploitation**

Transferts de charges salariales	11 611 €
Indemnités d'assurance reçues	2 109 €
Refacturation loyers et charges entre dispositifs	1 331 €
Remboursements divers	925 €

F. INFORMATIONS RELATIVES A L'AFFECTATION DU RESULTAT

1. Résultat des activités ESMS (sous gestion contrôlée)

Service	Rubrique	RESULTAT COMPTABLE	Résultats antérieurs à affecter	Réserves de compensation des déficits	Excédents affectés compensation charg d'amortissement	Dépenses inopposables	RESULTAT ADMINISTRATIF	PROPOSITIONS					
								Affectation en Réserves			Affectation en Report à nouveau		
								Excédent d'investissement	Excédent couverture BFR	Compensation déficit	Compensation charges d'amortissement	Excédent réduction charges d'exploitation	Excédent financement mesures exploitation
Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs		606 801,21				43 810,87	650 612,08			650 612,08			
Délégué aux Prestations Familiales		11 668,34				- 1 863,22	9 805,12			9 805,12			
TOTAL		618 469,55				41 947,65	660 417,20	-					

2. Résultat des activités hors ESMS (en gestion propre)

SERVICE	RESULTAT COMPTABLE	PROPOSITION
Institution Familiale	Excédent 83 935.83	Report à Nouveau
PAEJ	Insuffisance - 512.65	Report à Nouveau
Médiation Familiale	Excédent 8 235.70	Report à Nouveau
ISTF	Excédent 10 826.40	Report à Nouveau
ISBF/PCB	Insuffisance - 2 208.89	Report à Nouveau
Logement/Accompagnement	Insuffisance - 5 565.65	Report à Nouveau
MASP	Insuffisance - 15 688.58	Report à Nouveau
Maison Relais	Insuffisance - 3 554.19	Report à Nouveau
TOTAL	75 467.97	

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES

G. AUTRES INFORMATIONS

1. Comptes gérés des tiers

Les personnes pour lesquelles nous exerçons au 31/12/2022 une mesure de protection juridique (tutelle, curatelle, ou sauvegarde de justice) disposent à cette date sur leurs comptes bancaires courants servant à la gestion de leur mesure (comptes dits « de gestion »), d'un encours global à cette date de 13 344 200 €. Elles disposent par ailleurs de comptes bancaires courants, comptes et produits de placement, dont les soldes et valorisations s'élèvent au 31/12/2022 à 82 406 504 €.

Concernant les familles ou personnes dont le suivi nous est confié dans le cadre de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, ou de mesures d'accompagnement judiciaire, les prestations familiales et sociales sont versées sur des comptes bancaires individuels ouverts à leur nom pour la durée de la mesure, dont les encours au 31/12/2022 étaient de 6 013 €

Concernant les personnes pour lesquelles nous exerçons une Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé, les prestations sociales sont également versées sur un compte bancaire individuel ouvert en leur nom pour la durée de la mesure, dont les en-cours au 31/12/2022 étaient 5 972 €.

2. Nombre de salariés

Nombre d'ETP moyen en 2022	90.27
Nombre d'ETP au 31/12/2022	89.56

3. Information relative à la rémunération des trois plus haut cadres dirigeants salariés et bénévoles

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle

4. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2022 au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 5 628 € (TTC).

Comptes annexés au rapport
SARL AA.COM. AUX COMPTES